

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Un-plan-de-modernisation-pour-le-Sud-du-Mexique-et-l-Amerique-Centrale>

Un plan de « modernisation » pour le Sud du Mexique et l'Amérique Centrale

- Les Cousins - Mexique -

Date de mise en ligne : mardi 1er octobre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pendant que, le 12 mars 2001, 24 commandants de l'EZLN marchaient sans armes vers Mexico pour convaincre les parlementaires mexicains d'adopter une loi garantissant le statut, les terres et le mode de vie des indigènes du pays, le président Fox, lui, dévoilait à ses amis du Forum économique mondial, à Cancun, le plan Puebla-Panama. Ce plan de « modernisation » économique vise à créer les emplois qui auront pour effet de séparer les communautés indigènes de l'élément central de leur mode de vie : la terre, l'eau et la forêt.

Por André Maltais

Le Plan Puebla-Panama (PPP) vise à transformer la région comprise entre la ville mexicaine de Puebla (100 km au sud de Mexico) et le Panama en un « corridor de développement » afin de l'intégrer dans l'économie mondiale. Pour le Sud du Mexique, incluant le Chiapas, il s'agit de créer les conditions économiques afin que les habitants, principalement de petits agriculteurs de subsistance, puissent travailler dans des industries nouvelles comme le pétrole, le tourisme, les plantations de monocultures et les maquiladoras (usines d'assemblage de produits destinés à l'exportation).

La conservation environnementale des bioprospecteurs

Le projet est supervisé par le multimillionnaire Alfonso Romo, président de la transnationale agro-biotechnologique Pulsar, qui mène au Chiapas un projet de « conservation environnementale » avec l'ONG américaine Conservation International soupçonnée de « bioprospecter » (collecter des échantillons de plantes et de micro-organismes) pour le compte des transnationales pharmaceutiques.

Comme bien d'autres régions d'Amérique centrale, la forêt Lacandona que les Zapatistes contrôlent partiellement depuis 1994 renferme des ressources qui sont parmi les principaux enjeux de la mondialisation néolibérale : on y trouve le quart des eaux de surface du Mexique et elle produit 45 % de l'électricité du pays. Elle recèle également du pétrole et une rare diversité biologique.

Le plan Puebla-Panama, tel qu'annoncé par le président Fox qui, par ailleurs, prétend vouloir « sauvegarder le mode de vie » des indiens du pays, comprend quatre volets :

1. Modernisation et construction d'infrastructures de transport (routes, ports, aéroports) pour rompre « l'isolement » des communautés et surtout pour permettre la circulation des marchandises et des ressources naturelles de la région à un coût avantageux.

L'une de ces modernisations d'infrastructures consiste à transformer l'isthme de Tehuantepec (la partie la plus étroite du Mexique entre les océans Pacifique et Atlantique) en un « canal de Panama ferroviaire » ultramoderne.

2. Transformation complète de l'agriculture par la création de vastes monocultures (incluant les biotechnologies) destinées à l'exportation. Cela implique la destruction de branches industrielles entières liées aux petites productions paysannes et une contre-réforme agraire menant à des expropriations de paysans et à des fusions de terres à grande échelle.

3. Incitation des transnationales à venir installer leurs « maquilas » dans la région en profitant d'une main d'oeuvre peu exigeante et de lois peu contraignantes. En même temps, multiplier les micro, petites et moyennes entreprises destinées à la sous-traitance pour le compte des « maquilas » ou d'autres firmes transnationales installées ailleurs.

Télé, voiture et boulot

C'est la politique du « changarrisme social » (« changarro » signifie plus ou moins « PME ») promise par Vicente Fox lors de sa campagne électorale. Il avait notamment déclaré : « Ce qu'il faut aux indigènes, c'est pas compliqué : une télé, une Volkswagen " Beetle " et une job dans une PME ! »

4. Enfin, exploitation du potentiel touristique de la région avec hôtels de luxe, complexes récréatifs et nouvelles routes et sentiers « touristiques » de toutes sortes.

Dans le Plan Puebla-Panama, analyse Carlos Fazio du quotidien La Jornada, la multiplication des PME est inséparable de la contre-réforme agraire. Grâce à la carotte du « développement » et de la « création d'emplois », le plan cherche à convertir les paysans indigènes du Sud-Est en salariés surexploités d'usines urbaines ou semi-urbaines.

L'un des objectifs primordiaux d'une telle politique est de déplacer les paysans indigènes de la campagne vers la ville afin de les séparer de leurs terres et des richesses naturelles qui s'y trouvent.

Le militarisme économique

Et si la carotte ne marche pas, il y a toujours le bâton car le PPP implique inévitablement le recours à la force contre les populations récalcitrantes :

Dans ce sens, poursuit Carlos Fazio, les concentrations militaires dans les zones d'influence zapatistes s'expliquent moins par la menace de la guérilla que par des intérêts économiques et plans de privatisations de ressources géostratégiques.

Fazio compare même ce projet au Plan Colombie. Comme avec ce dernier, écrit-il,

l'intention des États-Unis en est une d'intervention dans le conflit politique et social mexicain pour imposer et favoriser les transnationales du pétrole (très liées à l'administration Bush) ; faciliter la privatisation des terminaux portuaires et aéroportuaires, de l'électricité, de l'eau, du gaz et de Pemex (société nationale du pétrole du Mexique) ; protéger les propriétaires terriens engagés dans le développement agro-industriel et les cultures extensives ; et, surtout, s'approprier sans réserve les immenses richesses en biodiversité de la forêt Lacandona, des Chimalapas de l'État d'Oaxaca et du corridor biologique méso-américain qui va jusqu'au Panama.

Le capitalisme intégral

Le PPP est un programme intégral qui combine des interventionnismes politique, économique et militaire, mais qui se présente comme un plan de pacification, de développement et de création d'emplois. C'est une manifestation authentique du capitalisme contemporain.

Il fait partie d'un repositionnement géostratégique du Pentagone en Amérique latine devant le mécontentement populaire croissant engendré par les politiques néolibérales. C'est à ce mécontentement que répondent la militarisation et la paramilitarisation d'États comme le Chiapas, le Guerrero et le Oaxaca, de même que l'installation prévue d'un contingent de 12 000 soldats américains au Guatemala. La composante répressivo-militaire du PPP est de type contre-insurrectionnel.

Un commentaire brillant : Marcos dénonce le projet de balkanisation du Mexique

Le problème n'est pas seulement nous, les indigènes du Chiapas et l'armée zapatiste, c'est toute une nation que le Plan Puebla-Panama cherche à détruire.

Cette phrase est du sous-commandant Marcos qui, lors d'une entrevue accordée au correspondant Aurelio Fernandez, du réseau News Image, commentait pour la première fois le Plan Puebla-Panama.

Les hommes d'affaires parlent de trois Mexiques, continue Marcos. Ils disent : le Nord travaille, le Sud fait la sieste et le Centre consomme. Nous disons que le Nord est en voie d'être absorbé, qu'on se dispute le Centre et que le Sud a été oublié.

Pour le chef zapatiste, le PPP inciterait sournoisement le Sud-Est mexicain à la séparation :

S'il y a bien une volonté que ce pays soit fragmenté, c'est celle du processus de globalisation (...). Le grand capital serait enchanté si les Zapatistes demandaient à se séparer du Mexique, parce qu'il préférerait négocier avec une république de bananes qu'il pourrait mieux contrôler.

Un État maya

Si nous demandions la création d'un État maya avec l'Amérique Centrale, nous serions immédiatement reconnus par les Nations unies, le FMI et la Banque mondiale. Ils seraient prêts à nous financer, à nous fournir armes et guérillas parce que tout ça fait leur affaire.

Les Américains ont maintenant renoncé à intégrer les indigènes du Sud-Est dans le « libre-marché », alors ils les cèdent à l'Amérique Centrale. Les États du Sud seront ainsi incorporés dans les logiques politiques et commerciales de l'Amérique Centrale. Il ne restera ensuite qu'à « monter » la frontière sud du Mexique jusqu'à Puebla.

Par ailleurs, l'Alena a déjà commencé à incorporer les États du Nord au processus de production, de circulation, voire culturel du reste de l'Amérique du Nord. Le but est de « baisser » la frontière nord du Rio Grande jusqu'au district fédéral de Mexico pour agrandir la zone américaine de contrôle de l'immigration illégale.

Redessiner le monde

Et, comme ça, en bougeant les frontières, on pense que le Nord sera « nord-américanisé » et que le Sud sera « centraméricanisé ». Le Centre, incluant Mexico, fonctionnera comme un point de douane entre les deux pays.

La globalisation a besoin de redessiner le monde. Si on compare une carte du monde avant et après la Guerre froide et la chute du Mur de Berlin, il y a aujourd'hui plus de pays. Le monde n'est pas un village global, mais un village de plus en plus balkanisé.

Le sous-commandant affirme que cette politique n'a pas d'avenir :

Le Sud mexicain est déjà en marche (...). Dans le nord du pays, il n'y a pas que des hommes d'affaires. Il y a aussi une population indigène, des travailleurs, des voisins, des professeurs, des étudiants qui vont nuire au processus de nord-américanisation et qui, en plus, ont des attaches historiques et culturelles avec le reste du pays.

Post-scriptum :

L'adresse URL de cet article est la suivante :

<http://www.globalresearch.ca/articles/MAL108A.html>

L'aut'journal , Montréal, juin 2001

Publié sur globalresearch.ca le 29 août 2001

© Droit d'auteur, André Maltais et l'aut'journal , 2001. Pour utilisation équitable exclusivement.